

Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 41

p.a.f. 0,60 € - mars 2014

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

L'impôt saigne le malheureux (parole de l'Internationale)

Dans ce numéro:

*Lutte Ouvrière mène campagne
pour faire entendre le camp des travailleurs*

Manifestations contre les exclusions du chômage

Les actionnaires du Bel 20 font le plein

Ukraine : les nationalistes contre la population

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Douze fois plus que prévu !

En 2012, les intérêts notionnels ont permis aux grandes entreprises de faire une économie d'impôt de 6,16 milliards d'euros, et un manque à gagner d'autant pour l'État... Quand la loi a été votée en 2005 (y compris par les députés PS et SP.a), son coût avait été estimé à 500 millions. Depuis lors, l'erreur de calcul est dénoncée chaque année, pour prendre des proportions encore plus importantes l'année suivante.

Mais il y en a des erreurs de calcul qui sont bien calculées.... Et toujours en faveur des plus riches.

Comment l'État convertit les salaires en profits

1,23 millions d'emplois sont subventionnés par l'État, un emploi sur trois. Depuis 2007, le nombre d'emplois subsidiés a augmenté de 21 %, alors que le nombre d'emplois n'a progressé que de 3%. Il s'agit donc d'un gigantesque subside aux patrons, qui peuvent empocher des baisses de cotisations sociales pour un demi million de salariés, exploiter 123000 travailleurs en titre-service, faire payer les prépensions et le chômage économique par le contribuable ou par l'assuré social, c'est à dire en fait par les travailleurs eux-mêmes.

On se demande juste à quoi peuvent bien servir les patrons, si on n'a même plus besoin d'eux pour payer les salaires ?



Deux poids et une seule mesure valable !

Fort d'importants moyens informatiques, l'ONEM a repéré des irrégularités qui représentent, en trois ans, 99,4 millions d'euros en allocations de chômage indûment payées.

Mais pendant que l'ONEM utilise les grands moyens contre les chômeurs, les procureurs généraux dénoncent les moyens ridicules dont ils disposent pour traquer la fraude fiscale et sociale des grandes fortunes et des grandes

entreprises. Et cette fraude atteint des dizaines de milliards d'euros par an....

Cependant, les procureurs généraux se heurtent aussi au secret des affaires, derrière lequel se cache cette grande fraude. Mais quand des dizaines de milliers de travailleurs mettront publiquement en commun ce que chacun connaît de par son travail, ils pourront tout savoir sur les grands capitalistes et tout contrôler.

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479.44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Ce n'est pas aux travailleurs de financer l'État de la bourgeoisie

Ça y est, comme dans chaque campagne électorale, l'heure des promesses fiscales a sonné. Et chacun d'y aller de sa chanson pour une « fiscalité plus juste », une « révolution » ou un « électrochoc » social, pour « plus d'autonomie régionale de l'impôt », « lutter efficacement contre la fraude fiscale »... La droite accusant la gauche de « rage taxatoire » qui étoufferait les entreprises, la gauche promettant « une répartition sociale plus juste des richesses à travers la fiscalité ».

Quant aux promesses d'un « impôt sur les fortunes » ou de « taxer efficacement le capital » du PS, les travailleurs ne sont pas dupes : entre les promesses électorales et les renoncements du PS pour pouvoir participer au gouvernement, il y a un monde.

Oui, le système fiscal est d'une injustice criante !

La simple existence d'un impôt sur le salaire est une injustice à laquelle le mouvement ouvrier, à ses origines, s'est opposé. Car un salaire n'est pas un revenu. C'est la rétribution d'un travail réel, sur lequel les capitalistes ont déjà prélevé le profit. C'est tout le contraire du revenu capitaliste qui est le fruit du travail fourni par autrui, autrement dit les travailleurs.

Cet impôt sur les salaires est apparu dans les pays européens à la veille de la première guerre mondiale. La bourgeoisie a ainsi fait contribuer les travailleurs aux dépenses militaires accrues. Le précompte professionnel, cette mesure particulièrement injuste, car il permet un contrôle total de l'État sur les salaires des travailleurs et leur impose le paiement de l'impôt à l'avance, fut généralisé en Belgique dans les années 30 et renforcé par la « loi unique » de 1960. A l'époque, la bourgeoisie a ainsi fait financer le gros des investissements nécessaires à la modernisation industrielle du pays à la classe laborieuse. Outre des investissements dans l'industrie et des infrastructures, cela nécessitait aussi des investissements dans l'enseignement pour former les travailleurs qualifiés pour le travail de bureau et des ingénieurs.

Depuis lors, malgré toutes les promesses électorales, l'injustice fiscale n'a fait que s'aggraver. Aujourd'hui, dans les recettes fiscales de l'État, pas moins de 41% proviennent du précompte professionnel, donc des salariés. 26 % proviennent de la TVA, l'impôt le plus injuste, car un minimexé le paye au même taux que le millionnaire. Et payer 21% d'impôt sur un morceau de viande pèse bien plus lourd pour un pauvre, que pour un

riche payer ces mêmes 21% sur une bouteille de champagne.

Les patrons pleurent tout au long de l'année sur les impôts trop élevés, mais l'impôt sur les sociétés n'assure plus que 3,69% du budget de l'État. Le précompte mobilier, retenu sur les revenus boursiers, fournit 4,5%. Quant à l'impôt sur les fortunes, il n'existe tout simplement pas !

La « rage taxatoire », la « matraque fiscale », c'est sur les travailleurs qu'elle s'abat, pas sur les capitalistes.

On nous dit que tout cela est nécessaire car il s'agit de financer les services publics utiles à tous. C'est un mensonge ! C'est avant tout aux intérêts des capitalistes que servent les impôts, car ce sont les capitalistes qui dirigent l'État, un État quasi entièrement à leur service.

Ainsi, quand il a fallu mobiliser 15 milliards d'euros en un week-end pour sauver les banques, personne n'a demandé leur avis aux travailleurs. Les principaux actionnaires de Fortis, de BNP Paribas, de KBC et de Dexia, eux, étaient directement au téléphone avec les ministres, quand ils ne discutaient pas directement avec eux, rue de la Loi.

Ce sont les capitalistes, c'est la bourgeoisie qui dirige l'État, mais c'est aux travailleurs que l'État présente la facture, notamment en diminuant des dépenses qui ont au moins une utilité pour les travailleurs, comme les soins de santé, l'enseignement, les pensions...

Tant que les riches propriétaires dirigent l'État et décident à quoi servent les impôts, l'impôt payé par les travailleurs ne servira pas leurs intérêts.

Alors, la seule politique fiscale juste du point de vue des exploités est la suppression des impôts sur les salaires et la suppression des impôts indirects, comme la TVA, sauf sur des produits de luxe que seule la bourgeoisie achète. Ce n'est qu'après qu'on pourra discuter de la progressivité de l'impôt sur le revenu car il sera plus juste qu'un petit exploitant agricole paye proportionnellement moins d'impôts sur les revenus de sa terre que les actionnaires d'une grande société multinationale sur les leurs...

Mais cette politique, ne peut pas se trouver dans les programmes électoraux des partis de la bourgeoisie. Il faudra l'écrire sur nos drapeaux dans les luttes de la classe des exploités !



Manifestations contre les exclusions du chômage

Lundi 10 mars, le syndicat socialiste FGTB a organisé des actions dans les grandes villes du pays contre la limitation de certaines catégories d'allocations de chômage qui signifiera l'exclusion du chômage pour environ 50.000 chômeurs en janvier 2015.

La mesure frappera surtout des jeunes qui n'ont jamais eu d'autres emplois que des contrats aidés, des femmes qui n'ont travaillé qu'à temps partiel, les cohabitant(e)s dont le conjoint travaille ou reçoit une allocation. Pour ces catégories, l'allocation de chômage a en effet été limitée par le gouvernement fédéral à une durée maximale de trois ans.

Les personnes concernées seront obligées de quémander l'aumône aux CPAS. Parallèlement, les contrôles sur les chômeurs seront une nouvelle fois renforcés.

Mais cette « réforme du système de chômage » n'est pas seulement une économie injuste sur le dos des plus faibles. La limitation des allocations de chômage dans le temps contraint les travailleurs à tout accepter ou à se retrouver sans ressources. Cela permet au patronat de peser encore plus sur l'ensemble des salaires. Les attaques contre les chômeurs ne sont qu'une partie de l'offensive patronale plus vaste visant à augmenter les profits en profitant de la crise pour faire payer les travailleurs : par la baisse des salaires, en augmentant la charge de

travail de chacun, en pillant les caisses de la sécurité sociale...

Alors de même que les travailleurs d'une entreprise qui licencie ne sont pas assez forts pour faire reculer leur patron, s'ils restent isolés, il ne faut pas laisser les chômeurs seuls face aux mesures du gouvernement. C'est ensemble que les travailleurs doivent se défendre, en prenant le problème du chômage par la racine : en imposant l'interdiction des licenciements et qu'on prenne sur le profit pour répartir le travail entre tous sans perte de salaire !

A Charleroi

Environ 500 manifestants, essentiellement des militants syndicaux, du milieu associatif et d'extrême gauche, des travailleurs de la ville, des transports en commun et aussi des jeunes concernés venus là avec leurs centres de formation se sont rassemblés pour entendre les discours des dirigeants locaux de la FGTB.

Ceux-ci ont dénoncé l'injustice de la mesure et critiqué le PS de l'avoir acceptée. Mais ils se sont bien gardés de mettre en cause les grandes entreprises bénéficiaires qui licencient dans la région, comme Caterpillar, AGC et Saint Gobain. Les orateurs ont également gardé le silence sur les effets négatifs de la mesure sur les salaires pour l'ensemble des travailleurs.

Après le discours qui s'est terminé sans donner la

parole à la salle, les manifestants ont rejoint le bâtiment du CPAS en cortège où le secrétaire régional de la FGTB a posé la question à Eric Massin (PS), président du CPAS de la ville et candidat à la Chambre, si le PS s'engageait à retirer la mesure s'il était élu aux prochaines élections qui ont lieu le 25 mai. Massin, visiblement mal à l'aise, a expliqué qu'il fallait pour cela un rapport de force électoral favorable pour le PS et dans ce cas, si les circonstances le permettent, le PS œuvrerait pour le retrait de la mesure... Et autrement on peut crever ? murmurait une manifestante. Cet appel à voter PS a été accueilli par les huées des manifestants visiblement pas convaincus.

Mais la méfiance des manifestants à l'égard des dirigeants syndicaux était également palpable.

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

C'est eux ou nous !

Les dividendes que Volkswagen distribue aux actionnaires auront augmenté de 250% depuis 6 ans. Dans le même laps de temps, rien que dans cette usine, la moitié des emplois a été supprimée, nous sommes passés des 35 heures aux 39, les contrats intérimaires sont devenus la règle, le rythme du travail est devenu un défi pour sportifs, et les sous-traitants ont été pressés comme des citrons. Et ce n'est toujours pas assez.

Il est temps pour les travailleurs d'inverser la tendance.

Ils vivent au-dessus de nos moyens

Pour 2013, Volkswagen annonce un bénéfice net officiel de 9,1 milliards d'euros. Chacun des 570.000 travailleurs occupés par le groupe dans le monde entier a ainsi rapporté au moins 16.000 euros aux actionnaires.

Vu la crise et l'existence toujours plus difficile, pouvons-nous vraiment nous permettre le luxe d'entretenir cette bande d'oisifs ?

Leurs fortunes sentent notre sueur

Pour rappel, en 2012, la famille Porsche-Piëch, actionnaire principal du groupe Volkswagen et Porsche, et plus grande fortune d'Autriche, avait augmenté sa fortune de 6 milliards à 41,5 milliards d'euros.

Plus que ce que 20 750 travailleurs ne pourront même pas gagner en 40 ans de travail.



A La Louvière

Ils étaient un millier de manifestants à La Louvière. Parmi eux, des délégués syndicaux, des travailleurs mais aussi des chômeurs ramenés par le groupe des travailleurs sans emploi de la FGTB-Centre. Lors des discours syndicaux, une remarque a été largement approuvée : que cette attaque était une attaque contre tous les travailleurs parce qu'elle permettrait aux patrons de faire pression sur l'ensemble des salaires ! L'exigence du retrait pur et simple de cette mesure faisait l'unanimité.

Une délégation a ensuite été reçue par le bourgmestre (PS) Jaques Gobert. Sur le parvis de l'hôtel de ville, une troupe de comédiens proposa la parole aux manifestants, ce dont certain ne se privèrent pas pour dénoncer la trahison du PS et expliquer qu'on va devoir se battre.

Après trois quarts d'heure, la délégation est ressortie, et un permanent syndical a tenté d'expliquer la position du bourgmestre. « Où est-il ? On veut le voir ! » ont immédiatement protesté des manifestants.

Décontenancé, le permanent a répété les mots du bourgmestre « en tant que président de l'Union des villes et des communes, je n'ai aucun pouvoir politique » - cris : « à quoi est-ce qu'il sert alors ?! » ; « qu'il dégage ! » Par la bouche du permanent toujours, Jacques Gobert assurait les manifestants qu'il « répercuterait leurs préoccupations auprès du gouvernement »... comme si le gouvernement ne savait pas ! L'air de Dalida, Paroles, paroles et encore des paroles, s'éleva spontanément de la bouche de dizaines de manifestants.

La tension monta d'un cran, une partie des manifestants réclamant de marcher sur l'ONEM. Le responsable de la FGTB, reconnaissant qu'il ne s'attendait pas à une telle mobilisation, visiblement inquiet, accepta le principe d'une telle marche. Un cortège petit mais animé se mit en route à travers les rues de La Louvière. Passant devant les carcasses désossées de l'usine Boch, les jeunes manifestants réclamaient « Du travail, des usines ! Y'en a marre du harcèlement ! »

Arrivés devant le bâtiment de l'ONEM, qu'ils ne connaissent que trop bien, la colère des chômeurs s'exprima de plus belle. Leur ras-le bol des contrôles, des méthodes humiliantes, étaient d'autant mieux amplifiés par la sono syndicale que les chômeurs se rapprochaient du permanent et de son micro. Celui-ci tentait de calmer les manifestants en leur demandant de rester dignes. Mais la dignité, voilà précisément ce que veulent conquérir ces hommes et ces femmes.

Finalement, c'est l'idée de revenir plus nombreux, venant des manifestants eux-mêmes, qui trouva un écho jusque chez les plus énervés.

A la prochaine mobilisation donc !

Paroles paroles

La soupe du PS ne fait pas saliver

Paul Magnette, président du PS et bourgmestre de Charleroi, veut « offrir un repas chaud à chaque élève en maternelle et primaire ». C'est un aveu ?

En effet, les capitalistes et la politique du PS au gouvernement font que se nourrir correctement n'est plus à la portée de tous.

En outre, bien des familles à Charleroi qui ont du mal à joindre les deux bouts se souviennent que c'est le même Magnette qui a supprimé le repas gratuit dans les plaines de jeu organisées en été par le CPAS de la ville... Mais on n'était pas en période électorale...



Les marchés votent Di Rupo

Au grand plaisir de Di Rupo et des partis au gouvernement, l'agence de notation Standard & Poors a remplacé sa « prévision négative » pour la Belgique par une « prévision stable ». La réforme de l'État, les mesures « courageuses » contre les chômeurs et les salaires, l'austérité draconienne sur le dos de la population, tout cela plaît aux marchés derrière lesquels se cachent en fait quelques centaines de grands capitalistes.

Et que ce soient d'autres ou les mêmes qui seront au gouvernement après le 25 mai, les « marchés » seront encore là pour leur attribuer de bonnes ou mauvaises notes et leur dicter leur politique...



Capitalisme en crise

Les actionnaires des entreprises du BEL20 font le plein

Les entreprises cotées à la Bourse du BEL20 affichent un bénéfice global de 5,8 milliards pour 2013, 4 milliards de moins que l'année précédente. Ce résultat s'explique par la « perte » de plus de 9 milliards affichée par GDF Suez. En fait, le groupe a simplement décidé que le parc de ses centrales valait près de 9 milliards d'euros de moins...

Sans tenir compte de ce jeu d'écriture qui permettra à GDF Suez une exonération complète des impôts pour plusieurs années, le résultat des plus grandes entreprises serait un des meilleurs depuis 2007. Pour preuve, 7 entreprises augmentent le dividende versé aux actionnaires, 6 le laissent inchangé... Rien que GDF

Suez avec son bilan prétendument catastrophique distribue 2,8 milliards d'euros de dividendes.

Colruyt, dont le directeur du personnel du groupe trouve « intenable » que les travailleurs avec 20 ans d'ancienneté gagnent 25% de plus que les jeunes, pourtant « plus rentables » et, qui a réclamé la suppression de l'augmentation des salaires avec l'ancienneté, offre à une des familles les plus riches du pays une augmentation de 5,2% de leur dividende.

C'est sûr qu'attendre que l'argent vous tombe dans la poche sans rien faire, ne demande pas plus d'effort à 20 ans qu'à 60...

Une société à irresponsabilité illimitée

Le secrétaire d'État à l'énergie, Melchior Wathelet (CDH) veut permettre à GDF Suez d'exploiter la centrale nucléaire



de Tihange 10 ans de plus. Un cadeau énorme à cette entreprise géante qui peut exploiter les centrales amorties depuis longtemps grâce à la vente de l'électricité au consommateur à un prix plus élevé.

Wathelet prétend que c'est justement cette mesure qui permettra de sortir du nucléaire en fermant Doel 1 et 2 dès 2015. En attendant, les centrales qui, comme Tihange, tournent depuis plus de 40 ans, présentent d'après l'avis de tous les experts, un risque fortement augmenté.

Mais il ne suffit pas de fermer une centrale nucléaire, il faut encore la démanteler et trouver une solution pour cette quantité énorme de matériau contaminé. Plutôt que de réclamer la « sortie du nucléaire », il faudra forcer les exploiters des centrales, qui s'en sont enrichis, à sortir l'argent et les moyens nécessaires pour ces opérations !

On ne comptera pas sur Wathelet pour cela qui a visiblement été contaminé par les profits radioactifs de GDF Suez.

Pendant ce temps, à l'autre pôle de la société...

Le magazine Forbes a publié sa liste des milliardaires. Elle comprend cette année 1645 noms, plus que l'année passée. Ensemble, cette poignée d'accapareurs possède 6400 milliards de dollars, 1000 milliards de plus que l'année passée.

Cette seule augmentation suffirait à éradiquer la pauvreté dans le monde. Mais c'est justement parce que la richesse de ces parasites ne cesse d'augmenter que la pauvreté s'étend. Ce ne sont pas ceux qui dirigent actuellement le monde qui aboliront cette injustice, mais les milliards de victimes de la rapacité capitaliste.



Une société malade

D'après le secrétariat social Securex chargé de l'administration du personnel de beaucoup d'entreprises, le nombre de travailleurs absents pour des raisons de santé a augmenté de plus de 30% depuis dix ans.

Curieusement, ce sont les patrons, et non les malades qu'on entend gémir... que cet absentéisme leur « coûterait » plus de 10 milliards d'euros par an.

Des tendinites à 30 ans, stress, dépression, burn-out... une santé dégradée par une charge de travail toujours plus élevée, voilà ce que coûte aux travailleurs le profit capitaliste !

Répartir le travail entre tous sans perte de salaire, c'est une mesure urgente de santé publique !

Des questions qui tuent

Les agents du Centre fédéral d'expertise (KCE) pour les soins de santé ont interrogé 20 000 personnes avec des questionnaires leur demandant de choisir « qui » soigner : les jeunes ou les vieux ? Et ceux qui ne sont plus en bonne santé ? Et ceux qui souffrent trop ?

Derrière ces questions en apparence objectives se cache une intention avouée par le directeur du KCE, Raf Mertens: pouvoir refuser à l'avenir des soins aux malades sous prétexte de « valeur morale partagée par les Belges ». Mais la morale n'a rien à voir là-dedans. Ceux qui veulent qu'on interrompe leurs soins et choisissent de mourir sans acharnement ont maintenant le droit de le demander. Là, il s'agit seulement du cynisme de ceux qui dirigent la société et qui considèrent que seuls les riches... ont droit au maximum de soins.

Ukraine : Les travailleurs doivent avoir leur propre politique

Depuis la chute de Ianoukovitch, l'Ukraine est devenue le théâtre d'une surenchère nationaliste. Poutine utilise les inquiétudes de la population de Crimée contre celle du reste de l'Ukraine alors que, de leur côté, les nationalistes ukrainiens de Kiev qui, eux, jouissent de la complaisance des grandes puissances de l'Union européenne, cherchent à exploiter le rejet des politiciens véreux.

Est-ce que la population d'Ukraine aura droit à une évolution démocratique ? Si la population aspire à mettre fin au règne de ces crapules qui se succèdent au pouvoir depuis que le pays est indépendant, elle ne doit pas compter sur les forces politiques qui sont à l'œuvre.

Il y a dix ans, la population avait déjà renversé le pouvoir en place, avec ce qui fut appelé « la révolution orange ». Elle avait placé ses espoirs dans les partis d'opposition et fut déçue, au point de faire revenir au pouvoir un Ianoukovitch !

Faire tomber un dictateur est une chose, mais c'est maintenant que les intérêts contradictoires s'affronteront. Seules les forces politiques organisées savent ce qu'elles veulent et sont capables de peser. Ceux qui aspirent à se battre sans avoir réfléchi à la direction qu'ils veulent prendre sont voués à servir de masse de manœuvre aux autres.

Et en Ukraine, c'est peu dire que les politiciens qui se disputent le pouvoir ne représentent pas les intérêts des petites gens. Les uns agitent le rapprochement avec l'Union européenne, les autres, le nationalisme.

Mais qu'ils soient pro-européens ou pro-russes, tous se préparent à gouverner pour les plus riches qui dominent l'économie, les fameux oligarques qui ont fait fortune en parasitant ou en accaparant les entreprises étatisées grâce à leurs liens avec le pouvoir.

Les Timochenko ou les Klitchko ne sont là que pour perpétuer le règne de ces oligarques. Klitchko, connu pour ses talents de boxeur, est un homme d'affaire prospère, gendre d'un ex-président ukrainien réputé pour sa cruauté et sa corruption.

Quant à Ioulia Timochenko qui dirige le principal parti d'opposition, elle est née et a grandi au sein de la haute bureaucratie et a su en profiter au point d'être surnommée la « princesse du gaz ».

La population n'a rien à attendre de ces gens-là. Mais c'est pourtant sur eux que comptent les dirigeants occidentaux, et Poutine aussi, pour stabiliser au plus vite la situation politique. Car malgré leurs différends et leurs rivalités, ils ont hâte d'en finir avec la mobilisation et sont pressés de remplacer l'équipe de Ianoukovitch par une autre.

Mais il n'est pas dit que la situation ne leur échappe pas. Car c'est l'extrême droite qui sort renforcée de ces trois mois de mobilisation. Le Maïdan a été tenu pendant des semaines par des groupes armés d'extrême droite dont certains se revendiquent ouvertement du nazisme et misent sur le chauvinisme, y compris à l'intérieur du pays, contre les

russophones, les Juifs, les Roms, les minorités en général.

Et ce sont eux qui profitent actuellement de la vacance du pouvoir. Leur politique consiste à dresser les gens les uns contre les autres en fonction de leur langue ou de leur religion. Qu'une des premières décisions du nouveau pouvoir ait été de supprimer le russe comme deuxième langue officielle nationale, va dans le sens voulu de cette extrême-droite. Ce n'est pas seulement une provocation à l'adresse de Poutine, mais aussi à l'adresse de l'importante partie russophone de la classe ouvrière. Cette politique nationaliste est une impasse pour les travailleurs, et elle peut vite devenir sanglante.

L'avenir n'est pas écrit, mais il appartient aux forces politiques organisées. Face à l'impasse que constitue le retour de personnages ressemblant comme deux gouttes d'eau à Ianoukovitch, face à la menace que recèlent les agissements des forces nationalistes d'extrême droite, la population et les travailleurs n'ont d'autre choix que de s'organiser, de se rassembler et de faire prévaloir une politique qui leur soit favorable.

La chute de Ianoukovitch, comme celle de Ben Ali ou de Moubarak, démontre que, quand une population est déterminée à s'opposer à un pouvoir corrompu, elle en a les moyens. Si les travailleurs sont décidés à ne pas se laisser faire, ils en ont la force, à condition qu'ils soient capables d'affirmer leurs exigences contre les oligarques et les grandes puissances et de peser sur la vie politique dans le sens de leurs intérêts.

Menez campagne avec nous pour faire entendre le camp des travailleurs !

Au cours des 8 dernières semaines, et grâce à votre aide, nous avons récolté plus que les 500 signatures d'électeurs nécessaires pour pouvoir présenter des candidats aux élections à la Chambre dans le Hainaut.

Chacune de ces signatures représente une discussion politique où ce n'étaient pour une fois pas les impératifs des capitalistes, mais ceux des travailleurs qui primaient.

Ces discussions, nous les avons eues aussi avec des travailleurs qui n'ont pas le droit de vote en Belgique et plusieurs dizaines d'entre eux ont tenu à nous soutenir néanmoins, en signant une liste informelle. Ces signatures ne

compteront pas pour l'État qui refuse les droits démocratiques les plus élémentaires à toute une fraction de la classe ouvrière qui a pourtant le « droit » d'enrichir les capitalistes de ce pays, de payer des impôts et de participer à rembourser la dette creusée pour les banquiers et actionnaires des grandes entreprises.

Mais ce soutien compte d'autant plus pour les luttes futures. Car c'est unis et conscients de former une seule classe sociale aux mêmes intérêts, peu importe son origine, sa langue, sa religion, que les travailleurs auront la force de faire reculer la classe capitaliste, notamment en imposant les revendications que nous défendons dans ces élections, comme



l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire.

Bien que les listes ne soient pas encore déposées et que nous avons encore toute une série de formalités administratives à régler, nous allons commencer notre campagne dès maintenant.

Votez et faites voter pour Lutte Ouvrière !

Diffusez des tracts !

Dès la dernière semaine de mars, nous publierons un tract de campagne hebdomadaire qui sortira chaque samedi. Demandez-en le nombre qu'il vous faut et diffusez-le dans les boîtes aux lettres de votre quartier, parmi vos amis ou collègues, dans votre famille.

Tenez salon !

Invitez des amis, la famille, des voisins, des collègues pour rencontrer un candidat de Lutte Ouvrière chez vous ! Cela promet une soirée (ou une après-midi) conviviale et animée, une discussion intéressante entre travailleurs. Il suffit de nous dire la date et l'heure.

Venez discuter !

Sur notre site internet www.lutte-ouvriere.be et dans les tracts de campagne, vous trouverez au fur et à mesure les dates de nos présences sur les marchés de votre ville, et les dates et lieux de nos réunions publiques.

Si nous nous présentons uniquement dans le Hainaut, c'est parce que notre nombre encore limité nous y contraint. Mais si vous voulez discuter avec nous, organiser une discussion avec un(e) militant(e) de Lutte Ouvrière chez vous ou nous aider d'une autre façon, ce n'est pas parce que vous habitez ailleurs que vous ne pouvez pas le faire. N'hésitez pas à prendre contact avec nous !

Dans les entreprises

Les travailleurs ne sont pas d'accord !

Chez Agfa-Gevaert les dirigeants syndicaux ont arrêté la grève après 12 jours, alors que 56% des travailleurs n'étaient toujours pas résignés à accepter la nouvelle convention collective au 3ème tour de vote en trois semaines. Mais le mécontentement et la grève gagnent d'autres entreprises, notamment les entreprises chimiques Lanxess à Zwijndrecht, Omnicem à Wetteren et ArcelorMittal à Gand.

Le problème est partout le même : la direction veut

imposer des conventions collectives moins favorables que les précédentes pour les travailleurs, notamment en ce qui concerne les départs en prépension et les salaires.

Les travailleurs ont raison de s'opposer à l'offensive du patronat et de refuser de faire des sacrifices pour les profits, malgré les pressions syndicales. C'est tous ensemble que les travailleurs finiront par opposer leurs revendications au patronat !